

# «Au-delà d’être assis l’un à côté de l’autre», travailler ensemble pour mieux lutter contre la pauvreté

## MOTS-CLÉS

PAUVRETÉ RURALE,  
RECHERCHE-ACTION  
PARTICIPATIVE,  
PRATIQUE  
COMMUNAUTAIRE,  
RECHERCHE  
COLLECTIVE,  
POUVOIR

## RÉSUMÉ

Le texte aborde le thème de l’inclusion des personnes vivant dans la pauvreté dans les processus de prise de décision et les défis auxquels elles sont confrontées pour y participer. L’approche de la recherche-action participative est présentée comme une méthode pour aider à surmonter ces défis. Elle reconnaît le pouvoir de la production de connaissances et vise à le démocratiser en combinant la recherche sociale avec la participation communautaire. L’article se concentre sur le travail du Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural (CRPPMR), créé en 2013 pour promouvoir la production de connaissances sur la pauvreté, la ruralité et les pratiques sociales, particulièrement dans l’Est du Québec - Canada. Son accompagnement des communautés met l’accent sur l’autonomie et la justice épistémique. L’article analyse le projet «Nos Communautés AVEC» mené par des citoyens en situation de pauvreté et présente l’outil de médiation relatif à la gouvernance inclusive créé dans le cadre de ce projet.

## KEYWORDS

RURAL POVERTY,  
PARTICIPATORY  
ACTION RESEARCH,  
COMMUNITY-  
BASED PRACTICE,  
COLLECTIVE  
RESEARCH, POWER

## ABSTRACT

### **More Than Just Sitting Next to Each Other”, Working Together to Fight Poverty More Effectively**

The text discusses the inclusion of people experiencing poverty in decision-making processes and the challenge of their participation. The participatory action research approach is presented as a method to help overcome these challenges. The method recognises the power of knowledge production and aims to democratise it by combining social research with community participation. The article focuses on the Collective for Participatory Research on Poverty in Rural Areas (CRPPMR), which has promoted, since 2013, knowledge production on poverty, rurality, and social practices, particularly in Eastern Quebec - Canada. Its support for communities stresses on autonomy and epistemic justice. The article analyses the “Nos Communautés AVEC” project run by citizens living in poverty and presents the mediation tool on inclusive governance created as part of the project.

## AUTEURES

Jacinthe MONTPLAISIR, travailleuse sociale et militante dans des groupes communautaires de défense des droits et organismes femmes. [jacinthe\\_montplaisir@uqar.ca](mailto:jacinthe_montplaisir@uqar.ca)

Lucie GÉLINEAU, anthropologue sociale et culturelle, professeure en travail social - Université du Québec à Rimouski - Antenne de Baie-Comeau. [lucie\\_gelineau@uqar.ca](mailto:lucie_gelineau@uqar.ca)

Annie FRÉCHETTE, travailleuse sociale coordonnatrice du Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural, organisatrice communautaire dans le réseau de la santé et des services sociaux. [annie\\_frechette@uqar.ca](mailto:annie_frechette@uqar.ca)  
Julie RICHARD, professeure au département de psychosociologie et travail social de l'UQAR, au campus de Lévis. [julie\\_richard@uqar.ca](mailto:julie_richard@uqar.ca)

## 1. Introduction

Les personnes directement touchées par la pauvreté sont souvent oubliées ou peu représentées lorsqu'on aborde des questions qui les concernent. Pourtant, la participation des personnes et des communautés est une stratégie reconnue dans les champs de recherche et d'intervention de la santé et des services sociaux (Organisation mondiale de la Santé - OMS -, 1978) notamment parce qu'elle favorise la prise en charge du développement de leur communauté (Lachapelle *et al.*, 2007) ou parce qu'elle contribue à rendre plus efficaces les programmes de l'action publique (Marent, Forster & Nowak, 2012). En plus des difficultés d'ordre plus techniques liées, par exemple, aux frais de repas ou de déplacements, des obstacles sensibles consécutifs à l'impact des préjugés liés à la pauvreté sont à considérer pour soutenir une réelle participation. Une récente étude réitère que les personnes assistées sociales représentent encore le groupe social le plus discriminé au Québec (Canada) : un citoyen sur deux entretient des perceptions négatives à l'égard des prestataires des programmes d'assistance sociale (Noreau *et al.*, 2016, confirmé par Landry *et al.*, 2021, 2022). Landry met en effet en lumière, à partir d'une analyse des discours véhiculés par les médias et de récents sondages d'opinion, que «l'opinion publique québécoise se montre favorable à l'incitation musclée à l'insertion à l'emploi [et] au maintien de faibles niveaux de prestations, bien en deçà des seuils établis de pauvreté» (Landry *et al.*, 2021: 106). Ces perceptions nourrissent la stigmatisation des personnes en situation de pauvreté et les amènent à croire, à l'instar des médias, des gouvernements et de la population, que leur parole et leur vécu sont dénués de valeur (Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, 2021).

Comment est-il possible, dans ce contexte, d'imaginer une recherche-action participative<sup>1</sup> (RAP), qui implique ceux et celles directement concerné·e·s par les situations de pauvreté et dont les savoirs sont reconnus ? Cet article présente des pratiques et des moyens concrets visant à relever ce défi, en soutenant l'inclusion et la reconnaissance des savoirs du vécu de la pauvreté pour tendre vers des rapports plus égalitaires (Aldridge, 2015 ; Sanders et Munford, 2017 ; Salmon, Browne & Pederson, 2010).

L'article est structuré en deux parties. La première revient sur la genèse du Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural (CRPPMR) et les principes méthodologiques qu'il déploie pour soutenir le développement d'une «communauté de pratique RAP» s'adressant spécifiquement à des acteur·trice·s citoyen·ne·s investi·e·s en recherche hors des milieux universitaires. La seconde

1 La RAP est comprise comme une tradition de recherche où les acteur·e·s non universitaires sont considéré·e·s comme des chercheuses et des chercheurs à part entière, aptes à s'approprier à la fois la problématique et le processus de recherche pour produire des connaissances scientifiques afin d'agir dans une perspective de droit et de justice sociale sur les structures perpétuant les inégalités sociales (Gélineau, Dufour & Bélisle, 2012, enracinées dans Tandon, Fals Bordas, Hall, Freire, etc.).

partie présente la genèse d'un des projets accompagnés par la communauté de pratique RAP, à savoir le projet «Nos communautés AVEC», à travers trois points : le rappel du contexte réglementaire qui a servi d'incitant au développement des pratiques territoriales inclusives ; dans la continuité de ces expérimentations, l'origine du projet «Nos communautés AVEC» et les médiations utiles à sa mise en œuvre du point de vue de la gouvernance participative développée en son sein ; la tentative de modélisation qui est ressortie des pratiques de médiation expérimentées.

## 2. Une «communauté de pratique RAP» comme dispositif de médiation

### 2.1. L'ÉMERGENCE DU COLLECTIF DE RECHERCHE PARTICIPATIVE SUR LA PAUVRETÉ EN MILIEU RURAL

Ce Collectif de recherche participative s'implique dans des projets de recherche participatifs depuis sa création en 2013. Il est composé d'un trio d'expertise (académique, de pratique et de vécu) et s'est doté d'un fonctionnement le plus horizontal possible dans un contexte d'équipe de recherche universitaire. Ces façons de faire singulières introduisent la notion de justice épistémique (Fricker, 2007 ; Godrie & de Sousa, 2017) qui sous-tend un accès aux moyens de production de la connaissance scientifique démocratisé et soutenu, mais aussi des savoirs d'expertise de la pauvreté et de la pratique reconnus en tant que tels et valorisés (Gélineau *et al.*, 2023).

Inspirée par différentes pratiques participatives et de conscientisation, la mission du CRPPMR est de coproduire des connaissances au carrefour des pratiques sociales, de la ruralité et de la pauvreté en vue de contribuer au mieux-être des personnes et des collectivités rurales, particulièrement dans les régions de l'Est du Québec - Canada (Chaudière-Appalaches, Bas-Saint-Laurent, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine et Côte-Nord). Le Collectif s'intéresse aux expertises des personnes en situation de pauvreté, ainsi qu'aux pratiques sociales individuelles, de groupe ou collectives, soutenant ainsi les actrices et acteurs sociaux concerné-e-s, notamment celles et ceux issu-e-s de la société civile, du réseau de la santé et des services sociaux, du milieu communautaire et du monde municipal.

C'est autour de 2016 que l'idée de la mise en place d'une communauté de pratique travaillant avec la recherche-action participative (RAP) comme levier d'intervention collective est apparue au CRPPMR, afin de tenter de répondre à la diversité des besoins exprimés par les milieux de pratique. D'abord expérimentée dans la Capitale-Nationale auprès d'une équipe d'organisatrices communautaires<sup>2</sup>, la communauté de pratique a permis d'accompagner quelques projets tels que *L'espace Duberger*

2 Au Québec, l'organisation communautaire est reconnue comme une méthode d'intervention en travail social depuis les années 1960. Au cours des décennies, on a utilisé une diversité d'appellations pour la désigner : animation sociale (Blondin, 1965), intervention communautaire (Lamoureux *et al.*, 1984), action communautaire (Lamoureux *et al.*, 2001) ou plus récemment encore, intervention collective (Comeau *et al.*, 2018, cités par Bergeron-Gaudin, 2019 : 81). Les auteur-e-s phares définissent cette pratique selon ses origines historiques, son rapport à l'État ou par les tensions qu'engendre la rencontre des dimensions de la vie. Pour nous, à l'instar de Bergeron-Gaudin (2019 : 81), «l'organisation communautaire désigne la pratique de professionnel-le-s salarié-e-s qui utilisent l'action collective pour améliorer les conditions de vie des communautés auprès desquelles ils et elles interviennent dans une perspective de transformation sociale (...) La pratique part du postulat que les problèmes sociaux sont de nature collective et doivent faire l'objet de solutions collectives».

en développement local (Belley et al., 2017), projet de consultation des citoyen.ne.s d'un quartier sous forme de recherche participative, porté par des résidentes, une organisatrice communautaire et une agente de milieu, en vue de soutenir l'appropriation collective d'une bibliothèque municipale et d'espaces attenants développés dans le cadre d'une approche dite de proximité<sup>3</sup>. Devant l'intérêt manifesté par des praticien.ne.s en intervention collective d'une autre région voisine, une nouvelle communauté de pratique, virtuelle cette fois, a vu le jour en 2020 dans le contexte de la pandémie de Covid 19. Elle s'est rapidement ouverte à l'ensemble des intervenant.e.s intéressé.e.s, partout au Québec, particulièrement ceux et celles œuvrant en milieu rural qui souhaitent porter des projets de recherche participative dans une perspective de justice sociale<sup>4</sup>. D'autres projets ont été accompagnés, parmi lesquels *L'offre alimentaire dans Lotbinière* et *Il est temps d'agir*, par le Centre Femmes Lotbinière (2021), ou *Ensemble vers l'atteinte d'objectifs sociaux de développement durable (ODD)*, du Groupe Femmes, politique et démocratie (Dieujuste, Gélinau & Dupéré, 2022).

## 2.2. LE CHOIX MÉTHODOLOGIQUE AU CŒUR DU DISPOSITIF DE «COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE RAP»

«De rares études sont initiées et menées par des intervenant.e.s ou des personnes non issues de l'université, soit de manière indépendante, soit avec l'accompagnement de chercheur.euse.s invité.e.s à se joindre au projet» (Dupéré et al., 2022 : 2 traduit de Gélinau et al., 2022).

Les pratiques de recherche-action participative (RAP) menées par des chercheur.euse.s non académiques, s'inscrivent dans une tradition où la connaissance est identifiée comme source de pouvoir - "knowledge as power" (Tandon, 2002). Ces pratiques aspirent à «conjuguer des méthodes de participation communautaire à la prise de décision à celles de la recherche sociale» (Traduction libre de Hall, 1982 : 21). Le niveau de participation d'une communauté à de tels projets de recherche est diversifié. Pour le Durham Community Research Team (2011), ces projets peuvent revêtir plusieurs formes, à savoir :

- Être contrôlés et gérés par une communauté sans implication directe au sein de l'équipe, de chercheur.euse professionnel.le ;
- Être contrôlés par une communauté, avec des chercheur.euse.s professionnel.le.s supervisé.e.s et travaillant pour cette communauté ;
- Être co-produits dans le cadre d'un partenariat égalitaire impliquant des chercheur.euse.s professionnel.le.s et des membres d'une communauté, à titre de cochercheur.euse.s ;
- Être contrôlés et gérés par des chercheur.euse.s professionnel.le.s avec l'implication plus ou moins grande d'une communauté, par exemple dans le cadre d'un comité aviseur impliqué dans la conception du projet et la dissémination des résultats ou par la présence de «chercheur.euse.s communautaires» formé.e.s et impliqué.e.s dans la collecte, l'analyse et l'écriture à l'aide de méthodes participatives (i.e. photo langage)

Certains de ces projets ont une volonté dite «AVEC», ambitionnant de conférer une place active comme expert.e de vécu aux personnes vivant des situations de pauvreté et d'exclusion (Collectif

3 [https://concertationdls.com/wp-content/uploads/2017/11/rapport\\_version\\_web.pdf](https://concertationdls.com/wp-content/uploads/2017/11/rapport_version_web.pdf)

4 La conception de la justice sociale pour le Collectif repose sur l'existence de deux axes comme le propose Nancy Fraser (2005) dans sa réflexion théorique sur la justice sociale : la reconnaissance et l'espace public.

VAATAVEC<sup>5</sup>, 2014). Ces pratiques leur reconnaissent quatre droits dans le cadre de RAP : le droit de parole, de produire des connaissances, de penser (c.a.d de participer à l'analyse des données), ainsi que le droit de Cité - c'est-à-dire d'utiliser les résultats dans la sphère publique et politique (Gélineau, Dufour & Bélisle, 2012).

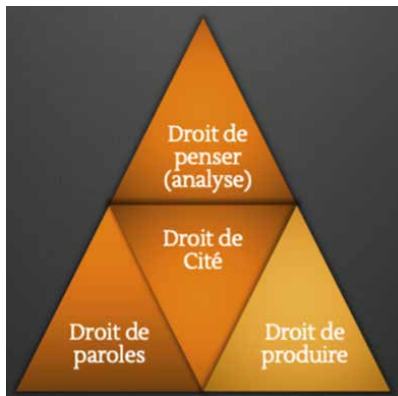


Schéma 1 : tiré de Gélineau, Dufour & Belisle, 2012 : 44

La «communauté de pratique RAP» du CRPPMR (Gélineau *et al.*, 2022) visent à soutenir les communautés qui souhaitent porter seules des projets de recherche, notamment dans une perspective AVEC, de façon autonome, sans présence de chercheur·euse·s académiques au sein de leur équipe. Ces projets ont des visées multiples et s'inscrivent souvent au service de l'action communautaire et territoriale et dans une perspective de justice sociale. Ils peuvent porter sur un portrait de la communauté ou une évaluation, chercher à documenter un phénomène particulier ou encore chercher à mettre en lumière ce qui est à l'œuvre dans les dynamiques territoriales ou dans une situation sociale. En somme, ces projets portent sur des phénomènes identifiés comme prioritaires par les milieux de pratique et non par l'agentivité des chercheur·euse·s académiques. L'intention de ces communautés est de produire des connaissances rigoureuses, souvent dans un cadre d'intervention sociale ou collective. En effet au Québec, la recherche sociale est inscrite dans le cadre de pratique du Regroupement québécois des intervenantes et intervenants en action communautaire (RQIIAC) et les praticien·ne·s en travail social bénéficient de 45 à 90 heures de cours en fondement de la recherche sociale au programme de leur formation initiale.

La Communauté de pratique RAP du CRPPMR permet de soutenir simultanément plusieurs projets de recherche, en outillant les intervenant·e·s en termes de rigueur scientifique et éthique. Les membres se réunissent, au besoin, toutes les six à huit semaines, et doivent s'engager formellement envers les autres membres. Le soutien apporté par les pairs et un·e des chercheur·euse·s du CRPPMR en présence permet de réfléchir ensemble sur le processus, les questions de recherche, l'échantillonnage, les outils de collecte, le type d'analyse, la dimension politique et la rédaction notamment, autour des questions les plus pressantes du moment. Les projets se trouvent à des stades diversifiés de réalisation.

5 Le Collectif VAATAVEC a porté le projet de recherche-action participative *Vers une autonomie alimentaire pour touTEs : Agir et Vivre Ensemble le Changement* (VAATAVEC) au sein duquel a été documenté un ensemble de pratiques portant sur l'approche AVEC. Cette approche part du principe que dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, il est nécessaire d'inclure les premières personnes concernées, c'est-à-dire celles qui vivent la pauvreté et l'exclusion sociale. L'approche AVEC repose sur l'égalité et la dignité.

Les orientations et les actions des projets développés par les participant·e·s à la communauté de pratique RAP sont définies par l'intervenant·e promoteur·trice du projet et son groupe de cochercheur·euse·s. Cependant, les résultats produits sont partagés avec le CRPPMR et contribuent à bonifier les connaissances produites au Québec en lien avec la pauvreté, la ruralité, les pratiques sociales et les expériences de recherche participative (Gaudreau *et al.*, 2015, 2016, 2018 ; Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural ; Groupe de réflexion et d'action de lutte à la pauvreté Chaudière-Appalaches, 2020).

Dans le cadre du Congrès de Bruxelles de l'Association Internationale pour la Formation, la Recherche et l'Intervention Sociale (AIFRIS) de 2022, des participant·e·s ont pu assister comme spectateur·trice·s à une rencontre exceptionnelle de la communauté de pratique de façon synchrone, dont les protagonistes, situés à Bruxelles et à Québec, interagissaient par voie d'une vidéoconférence. Cela leur a permis d'observer en direct le fonctionnement d'une courte rencontre portant sur deux projets en cours dont celui de «Nos Communautés AVEC». Les personnes présentes ont ensuite pu échanger avec l'animatrice experte académique (Lucie Gélinau) et une praticienne (Jacinthe Montplaisir) sur le dispositif de la communauté de pratique RAP. Les sections suivantes portent sur le projet «Nos Communautés AVEC» à titre d'illustration.

### 3. Les expériences territoriales inclusives à l'origine du projet de RAP «Nos communautés AVEC»

De 2019 à 2023, en réponse à un cadre réglementaire de 2010, des territoires ont choisi de mettre en place des chantiers territoriaux destinés à inclure les personnes en situation de pauvreté dans l'élaboration de plans d'action les concernant. Ayant déjà vécu l'expérience, des protagonistes ont souhaité soutenir le déploiement de cette nouvelle approche en documentant rigoureusement les dynamiques à l'œuvre au sein de ces espaces. Pour y parvenir, ils ont monté un projet nommé «Nos communautés AVEC» et ont pris appui sur la communauté de pratique RAP développée par le Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural.

#### 3.1. LA MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE APPROCHE DE CONCERTATION INTERSECTORIELLE INCLUSIVE

Au Québec, entre 1997 et 2002, une vaste mobilisation citoyenne luttait pour une loi sur l'élimination de la pauvreté (<https://youtu.be/JNMbAlfohFs>). Cette lutte a mené à l'adoption de la loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2002)<sup>6</sup> qui définit la pauvreté comme un manque de ressources empêchant l'autonomie économique et la participation sociale. Dès lors, le Québec poursuit l'objectif de devenir une des sociétés industrialisées avec le taux de pauvreté le plus bas. Malgré l'adoption d'une loi moins ambitieuse que souhaité en matière d'élimination de la pauvreté, un plan de lutte contre la pauvreté est élaboré et conjugué à des ressources et des stratégies d'action. Ce plan de lutte est renouvelé tous les cinq ans depuis 2002.

6 [https://www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers\\_client/lois\\_et\\_reglements/LoisAnnuelles/fr/2002/2002C61F.PDF#:~:text=Ce%20projet%20de%20loi%20vise%20%C3%A0%20guider%20le,contrer%20la%20pauvret%C3%A9%20et%20de%20favoriser%20l'E2%80%99inclusion%20sociale](https://www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_client/lois_et_reglements/LoisAnnuelles/fr/2002/2002C61F.PDF#:~:text=Ce%20projet%20de%20loi%20vise%20%C3%A0%20guider%20le,contrer%20la%20pauvret%C3%A9%20et%20de%20favoriser%20l'E2%80%99inclusion%20sociale)

Un élément clé de ce plan a été la création en 2010 des chantiers territoriaux dénommés «Alliances pour la solidarité» qui encouragent la concertation entre différents secteurs (municipal, santé, éducation, emploi, milieu communautaire) afin de promouvoir une action plus harmonisée de lutte contre la pauvreté. La concertation est considérée ici comme une forme de coopération :

*Il s'agit d'un processus collectif de coordination basé sur une mise en relation structurée et durable entre des acteurs sociaux autonomes qui acceptent de partager de l'information, de discuter de problèmes ou d'enjeux spécifiques (par problématique ou par territoire) afin de convenir d'objectifs communs et d'actions susceptibles de les engager ou non dans des partenariats (Bourque, 2008 : 5).*

En 2018, grâce notamment aux travaux du Collectif pour un Québec sans pauvreté, le troisième plan d'action encadrant les Alliances ajoute une directive demandant l'implication directe des personnes vivant en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale dans la mobilisation des milieux, notamment dans la mise en œuvre des Alliances (Gouvernement du Québec, 2017 : 47).

Dans la région du Bas-Saint-Laurent (Est du Québec - Canada), un nouveau plan d'action des Alliances est réfléchi en 2018 pour administrer six millions de dollars canadiens sur trois ans, soit l'équivalent d'un peu plus de quatre millions d'euros, répartis en huit chantiers territoriaux. L'approche adoptée par plusieurs chantiers territoriaux vise à développer une représentation équitable (50%) de personnes en situation de pauvreté dans toutes les instances, y compris celles de la gouvernance. La gouvernance est comprise ici comme :

*l'ensemble des règles et des processus collectifs, formalisés ou non, par lesquels les acteurs concernés participent à la décision et à la mise en œuvre des actions publiques. Ces règles et ces processus, comme les décisions qui en découlent, sont le résultat d'une négociation constante entre les multiples acteurs impliqués. Cette négociation, en plus d'orienter les décisions et les actions, facilite le partage de la responsabilité entre l'ensemble des acteurs impliqués, possédant chacun une certaine forme de pouvoir (Lacroix et St-Arnaud, 2012 : 26).*

Cette idée a émergé à la suite d'une première expérience qui avait été tentée et remarquée au niveau national pour son inclusion des citoyen·ne·s dans la recherche de solutions. Une étude sur l'expérience de Rimouski-Neigette (Lesemann *et al.*, 2014) a en effet montré comment la mise en commun des savoirs issus de la pratique des professionnel·le·s et celles issu·e·s du vécu des citoyen·ne·s peut être bénéfique. Ce partage permet aux intervenant·e·s sociaux·ales d'avoir «une meilleure compréhension de la réalité des personnes pour lesquelles elles travaillent et les citoyen·ne·s affirment avoir plus de ressources (connaissances, réseaux, capacités d'action) pour contribuer au développement de leur collectivité grâce à leur participation à la démarche (Lesemann *et coll.*, 2014 : 169-170). Cependant, malgré son succès, cette expérience a aussi rencontré des limites, notamment en termes de compréhension et d'utilisation des apprentissages acquis.

Anticipant les obstacles techniques et sensibles liés à un tel changement de pratique, un trio de protagonistes de l'expérience de Rimouski-Neigette s'est demandé comment soutenir les communautés rurales dans leur passage d'une gouvernance conçue pour les professionnel·le·s vers une gouvernance qui inclut en grand nombre des citoyen·ne·s en situation de pauvreté ou d'exclusion

sociale. Ce trio d'actrices, formé de deux organisatrices communautaires et d'une citoyenne, a cherché un moyen structurant pour mieux comprendre les nouvelles dynamiques à l'œuvre et contribuer à dénouer des résistances, des incompréhensions, voire des craintes pouvant se manifester par les différents partenaires réunis au sein des Alliances (ex : citoyen·ne·s en situation de pauvreté, intervenant·e·s sociaux·ales, direction d'organisation, élu·e·s municipaux·ales, représentant·e·s d'un ministère).

### 3.2. LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECHERCHE «NOS COMMUNAUTÉS AVEC»

Pour les praticien·ne·s de l'action sociale, l'utilisation de la recherche-action participative comme levier d'intervention collective est encore assez méconnue au Québec. En effet, la portée de la recherche comme levier d'intervention, l'expérience des praticien·ne·s en la matière ou les enjeux liés aux processus liant recherche et intervention sont peu documentés (Gélineau *et al.*, 2019). Le trio d'actrices a eu connaissance que des collègues organisatrices communautaires de la Capitale-Nationale avaient réalisé des projets RAP à des fins d'intervention collective. Suivant cette piste, l'une d'entre elles a assisté à une présentation commune de leurs travaux. Cette présentation était donnée dans le cadre des Midis-RAP, un espace ayant pour objectif de réunir des praticien·ne·s, des chercheur·euse·s et des citoyen·ne·s intéressé·e·s par les pratiques de recherches participatives afin de se réseauter et d'échanger sur les pratiques et les enjeux soulevés par ces approches (Olivier-D'Avignon *et al.*, 2018). Toutes les démarches présentées lors de cet atelier avaient été accompagnées par la communauté de pratique RAP du CRPPMR. Après discussion avec la chercheuse académique responsable de la communauté de pratique (Lucie Gélineau), le trio s'est engagé dans cette voie avec des allié·e·s pour créer le projet de RAP «Nos Communautés AVEC».



Le 17 mai 2023 à Trois-Pistoles, des membres de «Nos Communautés AVEC» lors du lancement du guide pratique (Montplaisir *et al.*, 2023). Illustrations : @Visualversa.com

Soutenu par la communauté de pratique RAP, le comité de démarrage a créé un projet pour documenter rigoureusement l'expérimentation, à la fois, de sa propre gouvernance inclusive comme équipe de recherche citoyenne et celle de trois chantiers territoriaux : La Matanie, Les Basques et Rivière-du-Loup. L'objectif du groupe était de mieux comprendre le point de vue de différents acteur·trice·s formant la gouvernance pour ensuite les inviter à relier eux-mêmes les expériences afin de contribuer à la mise en place de gouvernance inclusive viable.



Issu de la communauté, le groupe a démarché pour trouver d'autres sources de financement que le financement de recherche traditionnel duquel sont garants les expert·e·s académiques. La fondation privée Béati, ayant pour mission de contribuer à un monde plus juste et plus solidaire en finançant des projets québécois portés par des groupes engagés avec les personnes appauvries et exclues, a contribué à la majorité du financement. Le fonds des Alliances du Bas-Saint-Laurent a permis de boucler le financement du projet.

Le projet de recherche a touché une soixantaine d'acteurs sur trois territoires pendant trois ans (2020-2023)<sup>7</sup> (Montplaisir *et al.*, 2023). En s'appuyant sur les connaissances produites, le projet a abouti à la création d'un guide pratique comportant des outils pour un dialogue constructif sur la gouvernance ainsi qu'une modélisation de gouvernance inclusive. Ce guide est maintenant utilisé par d'autres communautés rurales engagées avec les premiers et premières concernées dans la lutte contre la pauvreté.

## 4. Gouvernance inclusive au sein de l'équipe : recours à la médiation artistique pour dépasser les difficultés internes

Par souci de cohérence et voulant faire du processus de recherche un terrain d'apprentissages, l'équipe de recherche citoyenne «Nos communautés AVEC» a réuni un noyau de dix personnes issues de la communauté (trois membres citoyen·ne·s en situation de pauvreté, six organisateur·trice·s communautaires et une chargée de projet). La majorité des membres étaient impliquée dans l'un ou l'autre des trois chantiers territoriaux ciblés par la recherche. Les défis, impasses et résolutions durant la conduite du projet ont amené l'équipe de recherche à modéliser ce qu'elle entendait par gouvernance inclusive et à développer un outil de médiation pour dénouer les tensions apparues en cours de projet. En voici les grandes lignes.

### 4.1. UNE DYNAMIQUE COLLABORATIVE SOUTENUE PAR DES OUTILS DE MÉDIATION ARTISTIQUE

Avec l'accompagnement de la communauté de pratique RAP et en s'inspirant des travaux d'un autre projet de recherche participative - le VAATAVEC (Collectif VATAAVEC, 2014), l'équipe a, dès le départ, rédigé une entente de collaboration, énonçant les principes de leur travail ensemble :

1. Reconnaître la diversité des expertises de vécu, de pratique et académique ;
2. Porter attention à la vulgarisation et au rythme ;
3. Faire ensemble ;
4. Soutenir la participation active de tous les membres de l'équipe ;
5. Développer et maintenir des rapports à tendance égalitaire ;
6. Porter attention à ne pas faire le mal en souhaitant faire le bien (Collectif VATAAVEC, 2014).

7 Autorisation éthique CISSSBSL-2021-03

La première année de déploiement du projet a fait émerger de nouvelles dynamiques dans l'équipe de recherche citoyenne. Le passage d'une des membres du comité de démarrage au poste de chargée de projet (Jacinthe Montplaisir), la rédaction de la politique de compensation financière pour les membres citoyen·ne·s, les démarches auprès des comités d'éthique à la recherche, l'implication de nouveaux membres ou encore le début des travaux ont, tour à tour, mis à l'épreuve les balises de l'entente de collaboration. Les membres de l'équipe ont rencontré des défis pour chacune des règles de travail collectivement consenties. Jusqu'à un moment charnière, au printemps 2021, où le besoin de revoir l'entente de collaboration est devenu une priorité. Une dissidence s'était formée autour de visions du travail collectif, impliquant la chargée de projet. Face à ces défis, ils et elles ont décidé de faire une pause et de chercher du soutien auprès de la communauté de pratique RAP. À travers de riches discussions, l'équipe a validé les besoins de prendre soin des liens au-delà de la tâche à accomplir.

Pour faciliter des discussions ouvertes et honnêtes au sein de l'équipe de recherche citoyenne, un comité de bienveillance a été formé, sans la chargée de projet. En parallèle, il y a eu des remplacements parmi les praticien·ne·s et l'arrivée de nouveaux citoyen·ne·s. Afin de renforcer les liens, il a été convenu qu'un artiste, Marc-Antoine Lévesque, humoriste et formé en pratiques psychosociales, accompagne le groupe pour favoriser la confiance et la prise de parole entre les membres. Il a été à l'origine de trois ateliers sur le dialogue. Les membres de l'équipe ont partagé des moments de rire et d'écoute, apprenant à mêler des aspects positifs et difficiles pour trouver des solutions ensemble.

Ces ateliers d'humour ont pavé la voie pour aborder un enjeu singulier du travail ensemble. Dans un groupe, il est important que chacun·e puisse contribuer pleinement et avoir une place reconnue. Cependant, l'exclusion sociale vécue par les personnes vivant la pauvreté amène des défis dans les relations et dans les façons de trouver sa juste place : faible confiance et estime de soi, isolement, méfiance envers les intervenants et le système de santé et services sociaux sont des éléments du portrait culturel de la pauvreté (Gaudreau *et al.*, 2015 ; Gaudreau, 2021). Par leurs conditions de vie, il leur est difficile de se projeter et de s'accorder la crédibilité de le faire. Le recours à des méthodes créatives peut favoriser l'expression de la parole et l'accès non censuré aux expériences (Elliott & Culhane, 2016).

Partant de ce postulat, pour réinventer sa gouvernance, le groupe a trouvé intéressant d'aborder indirectement la question des rôles, à travers une image. Au cours des ateliers, il a rapidement été compris que, par la configuration du territoire géographique, la présence du fleuve St-Laurent rassemblait tous les membres. Afin de clarifier les rôles de chacun au sein de l'équipe de recherche, le comité bienveillance a ainsi conçu, à la suite des ateliers, une animation participative sur le thème de l'aventure en bateau. À partir de la métaphore de la vie sur un bateau qui représentait la dynamique de groupe et celle du fleuve changeant qui incarnait les aventures vécues à travers le projet de recherche, les membres se sont demandé «quelle place ils et elles occupaient dans le bateau ?» puis, «qu'est-ce qui les ferait débarquer du bateau ?» pour mieux baliser le travail ensemble.

À la fin de l'exercice (schéma 2), l'équipe de recherche comptait maintenant un cuisinier qui par sa participation régulière «ravitaillait le moral» des membres, une vigie solitaire qui aimait analyser tout en haut de son mât, un moussaillon qui expérimentait et aimait raconter ses aventures, deux médiateur·trice·s qui assureraient la bienveillance, une capitaine avec une co-capitaine qui pouvaient discuter entre elles de la direction à proposer avant de revenir au groupe.

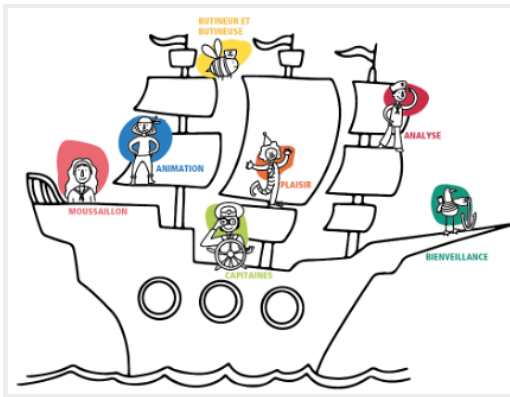


Schéma 2 : Visual représentant les rôles au sein de l'équipe de recherche. Illustration de @Visualversa.com

Dans le cadre d'un atelier animé au Colloque de l'AIFRIS en 2022, chercheur·euse·s, étudiant·e·s et personnes concernées ont été invité·e·s à réfléchir à leur rôle s'ils et elles étaient appelé·e·s à travailler ensemble, à l'aide de ces métaphores du bateau et du fleuve, notamment en se dessinant sur l'image d'un bateau que les animatrices leur avaient fourni comme base de travail.



7 juillet 2022, reportage photographique réalisé lors du congrès de l'AIFRIS.

#### 4.2. UNE MODÉLISATION AU SERVICE DE LA DISSÉMINATION

Suite au travail de médiation, l'équipe de recherche citoyenne a poursuivi sa réflexion en définissant clairement sa gouvernance en continuité avec la métaphore maritime (voir schéma 3). La «gouvernance» a pris le nom de «gouvernail» et les moments de rencontres mensuelles de l'équipe de recherche où se prennent les décisions centrales a été nommé le «bateau». En plus des espaces d'implication déjà existants «analyse» et «animation», deux autres sous-groupes de travail ont été ajoutés : le comité «plaisir» où se réunissaient les gardien·ne·s des moments ludiques et créatifs dans le groupe ainsi que le comité «butinage» où se réunissaient les membres qui souhaitaient expérimenter différentes responsabilités selon leurs disponibilités du moment. Cet exercice a aussi permis au groupe de clarifier les balises d'implication pour assurer un partage des responsabilités tout en respectant les principes du travail ensemble souhaité. L'équipe a clarifié la composition de ces sous-groupes, composés de trois à quatre membres, pour favoriser la mise en commun des expertises. Deux derniers espaces ont également été formalisés dont le comité «bienveillance» avec un mandat continu pour accueillir les malaises et préparer des pistes de solutions pour la rencontre mensuelle. Finalement, une organisatrice communautaire d'expérience a été déléguée pour soutenir la chargée de projet dans son mandat. C'est ainsi que cette dernière est devenue une capitaine qui pouvait compter sur la contribution régulière d'une co-capitaine.

# NOTRE GOUVERNAIL

Pour bien se diriger, ensemble!



Schéma 3 : Illustration @ Visualversa.com à partir d'un visuel créé par l'équipe de recherche pour imager sa gouvernance inclusive et inspirer d'autres communautés.

## 5. Résultats, bilan et perspectives des deux dispositifs de médiation

«La pauvreté, c'est si dur, qu'on a besoin de rêver ensemble» partageait un cochercheur en situation de pauvreté du projet «Nos Communautés AVEC». Cette phrase éloquente illustre comment il peut être porteur d'espoir de mettre en place des espaces où l'on crée et décide ensemble, avec les premiers et premières concernées. C'est le *leitmotiv* des dispositifs et projets présentés dans cet article.

À l'instar du CRPPMR, l'équipe de recherche citoyenne s'est concentrée sur le processus de cogouvernance et a permis aux cochercheur.e.s affecté.e.s par la pauvreté de partager leurs savoirs et d'influer sur le cours de ce projet citoyen. Les espaces de réflexion et de partages créés dans le cadre de la communauté de pratique RAP du Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural ont notamment aidé l'équipe «Nos Communautés AVEC» à résoudre les défis de leur propre gouvernance inclusive. L'équipe a notamment développé à cet effet un outil de médiation s'appuyant sur la métaphore du bateau et permettant à chacun.e de trouver sa juste place au sein de l'équipage. Le CRPPMR conçoit sa communauté de pratique RAP comme une avenue pour contrer les injustices épistémiques. En permettant la démocratisation des moyens de production de la connaissance scientifique et la valorisation des savoirs hors contexte universitaire, elle s'avère un levier d'action collective. Outre le projet «Nos communautés AVEC», une dizaine de projets de recherche ont été accompagnés dans différents domaines comme la sécurité alimentaire et le développement durable. Afin de reconnaître par ailleurs les savoirs d'expertise de la pauvreté, le CRPPMR a depuis créé une seconde communauté de pratique afin de soutenir cette fois la participation de personnes en situation de pauvreté dans la région de Chaudière-Appalaches - Québec. Ce groupe compte 15 personnes en situation de pauvreté qui veulent jouer un rôle dans les lieux où se prennent des décisions importantes dans leur région. Elles reçoivent des formations et du soutien pour développer leur projet personnel d'implication et valoriser les savoirs d'expérience de la pauvreté.

Ces communautés de pratiques et les projets associés tels «Nos communautés AVEC» partagent un même fondement : promouvoir la justice épistémique à la fois dans les lieux de production de connaissances et les lieux de prises de décision, et discerner ainsi, ensemble, avec les premiers et premières concernées, de nouvelles avenues porteuses d'espoir. Car connaître et décider ensemble c'est Pouvoir.

## Bibliographie

- ALDRIGE J., 2015, *Participatory Research: Working with Vulnerable Groups in Research and Practice*, Policy Press.
- BELLEY N., NGUENG-NASSO A. F., MOUSSAVOULT S., TRUDEL M. P., BREARTY K. M., GILBERT L., 2017, «L'Espace Jean-Baptiste Duberger cœur de Duberger Sud : Ensemble, créons un milieu de vie qui nous ressemble !», Table de concertation Duberger-Les Saules. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/3208409>
- BERGERON-GAUDIN J. V., 2019, «L'organisation communautaire en travail social au Québec : origines, trajectoire et tensions», *Nouvelles pratiques sociales*, 1, n°30, p. 80-99.
- BOURQUE D., 2008, *Concertation et partenariat : entre levier et piège du développement des communautés*, Presses de l'Université du Québec.
- CENTRE D'ETUDE SUR LA PAUVRETE ET L'EXCLUSION, 2021, *Les préjugés : Un obstacle majeur à la lutte contre la pauvreté. Avis pour comprendre la nature, les sources les effets, et pour développer des indicateurs de mesure*, Gouvernement du Québec. [https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/cepe/publications/RA\\_avis\\_prejuges\\_CEPE.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/cepe/publications/RA_avis_prejuges_CEPE.pdf)
- CENTRE FEMMES LOTBINIERE & GRAP Lotbinière, 2021, *L'offre alimentaire dans Lotbinière : Il est temps d'agir!* <https://www.cflotbiniere.org/wp-content/uploads/2022/04/Offre-alimentaire.pdf>
- COLLECTIF DE RECHERCHE PARTICIPATIVE SUR LA PAUVRETE EN MILIEU RURAL & GROUPE DE REFLEXION ET D'ACTION DE LUTTE A LA PAUVRETE CHAUDIERE-APPACHES, 2020, *Forums dialogiques : Toutes et tous dans le même bateau : Croiser les regards pour vaincre les inégalités d'accès aux services et aux ressources en milieu rural*.
- COLLECTIF VAATAVEC, 2014. *L'AVEC, pour faire ensemble. Un guide de pratiques, de réflexions et d'outils*. Collectif pour un Québec sans pauvreté. <http://www.pauvrete.qc.ca/document/lavec-pour-faire-ensemble/>
- DIEUJUSTE R.-S., GELINEAU L. & DUPERE S., 2022, *Ensemble vers l'atteinte d'objectifs sociaux de développement durable (ODD) : Outil pour les municipalités rurales visant le bien-être de leur localité*, Groupe Femmes, Politique et Démocratie. [https://gfpd.ca/wp-content/uploads/2023/08/Outil-de-sensibilisation-Proj\\_En-route\\_082023.pdf](https://gfpd.ca/wp-content/uploads/2023/08/Outil-de-sensibilisation-Proj_En-route_082023.pdf)
- DUPERE S., GELINEAU L., DUFOUR É., & DUPUIS M.-J., 2022, «Soutenir la participation des personnes en situation de pauvreté à la gouvernance d'un projet de recherche-action participative (RAP) : Défis et leçons à partir d'un projet de recherche sur l'autonomie alimentaire», *Technologie et innovation*, 7. <https://doi.org/10.21494/ISTE.OP.2022.0873>
- DURHAM COMMUNITY RESEARCH TEAM, 2012, "Community-based Participatory Research: Ethical Challenges". Durham university, School of applied Social Sciences. <https://www.ahrc.ac.uk/FundingOpportunities/Documents/CC%20scoping%20studies/CCBanks.pdf>
- ELLIOTT D., & CULHANE D. (Eds.) 2016, *A Different Kind of Ethnography: Imaginative Practices and Creative Methodologies*, University of Toronto Press.
- FRASER N., 2005, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte.
- FRICKER M., 2007, *Epistemic Injustice: Power and the Ethics of Knowing*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780198237907.001.0001>
- GAUDREAU L., 2021, *Sens, cohérence et perspective critique en intervention collective : Dimensions fondamentales et actualisations* (1-1 ressource en ligne (260 pages) : illustrations). Presses de l'Université du Québec ; WorldCat.org. <http://www.deslibris.ca/ID/481076>
- GAUDREAU L., DESGAGNES J.-Y. & DUPERE S., 2016, *Population marginalisées et intervention sociale en contexte de ruralité : Rapport d'une recherche menée sur le territoire de la MRC des Etchemins*.
- GAUDREAU L., DESGAGNES J.-Y., DUPERE S. & VEZEAU C., GARANT S., TURGEON M. 2015, *Population marginalisées et intervention sociale en contexte de ruralité : Rapport d'une recherche menée sur le territoire de la MRC de Lotbinière*. <http://semaphore.uqar.ca/1271/>

- GAUDREAU L., SIMARD P., GELINEAU L., DUPERE S., BONNEAU M.-A. & DESHAIES M.-H., 2018, *Municipalités rurales et pauvreté ... le défi d'en parler [Plaidoyer]*. <https://semaphore.uqar.ca/id/eprint/1812/>
- GELINEAU L., DUFOUR, É. & BELISLE M., 2012, «Quand recherche-action participative et pratiques AVEC se conjuguent : Enjeux de définition et d'équilibre des savoirs», *Recherches qualitatives*, Hors-Série 13, p. 35-54.
- GELINEAU L., DUPERE S., GAGNON M.-J., GILBERT L., BERNIER I., BOUCHARD RICHARD J. & DESHAIES M.-H., 2022, "The birth of a Community of practice in Quebec to support community organizers leading PAR research as a tool for community development: What it teaches us", in R. STOECKER AND A. FALCON, *Handbook on Participatory Action Research and Community Development*, Edward Elgar Publishing, p. 118-138.
- GELINEAU L., DUPERE S., RICHARD J., & COLLECTIF VAATAVEC, 2023, "Participatory action research: The woven collective analysis approach to recognize experiential knowledge of poverty", *Action Research*. <https://doi.org/10.1177/14767503231205237>
- GELINEAU L., DUPERE S., RICHARD J., ROUSSEAU M., LAVOIE-RACINE S., 2019, *L'expérience d'intervenante-s sociaux qui mènent des recherches participatives comme pratique d'intervention sociale : une revue de la portée*. CASWE-ACFTS Association Canadienne pour la formation en travail social.
- GODRIE B., & DE SOUSA B., 2017, «Épistémologies du Sud et militantisme académique : Entretien avec Boaventura de Sousa Santos», *Sociologie et sociétés*, 1, n°49, p.143-149. <https://doi.org/10.7202/1042809ar>
- GOUVERNEMENT DU QUEBEC, 2017, *Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023*. [https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/plan-strategique/PLA\\_inclusion-economique\\_2017-2023.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/plan-strategique/PLA_inclusion-economique_2017-2023.pdf)
- HALL B., 1982, «Breaking the monopoly of knowledge: Research Methods, Participation and Development", in B. HALL, A. GILLETTE & R. TANDON, *Creating Knowledge: A monopoly ? Participatory research in development* (Vol. 1). Society for Participatory Research in Asia, p.13-28. <https://collections.banq.qc.ca/document/YHND4ApQBAdZdOIWAg-akw>
- LACHAPELLE R., BOURQUE D. & ALLIANCE DE RECHERCHE UNIVERSITÉ-COMMUNAUTÉ, INNOVATION SOCIALE ET DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS, 2007, *Pratiques d'organisation communautaire en CSSS et programmes de santé publique : Rapport de recherche*, Université du Québec en Outaouais, Alliance de recherche université-communauté (ARUC-ISDC).
- LACROIX I. & ST-ARNAUD P. O., 2012, «La gouvernance : Tenter une définition», *Cahiers de recherche en politique appliquée*, 3, n°4, p. 19-37.
- LANDRY N., BLANCHET A., ROCHELEAU S., GAGNE A.-M., CAIDOR P. & CANEVA C., 2021, «Représentations médiatiques et opinion publique de l'assistance sociale au Québec», *Nouvelles pratiques sociales*, 1, 32. <https://doi.org/10.7202/1080871ar>
- LANDRY N., BLANCHET A., SANTERRE O., DUPUIS M.-J., & ROCHELEAU S., 2022, «Inégalités et COVID-19 : Impacts de la crise sanitaire sur les opinions à l'égard des personnes assistées sociales et leur représentation médiatique au Québec», *Lien social et Politiques*, 88, p. 21-42. <https://doi.org/10.7202/1090979ar>
- LESEMANN F., ST-GRMAIN L., FORDIN M., ST-LOUIS M.-P. & GAUTHIER L., 2014, *Le rôle de la concertation intersectorielle, de la participation citoyenne et de l'action collective pour soutenir le développement des communautés et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : Une approche régionale et nationale comparative*, Rapport de recherche 2012-PC-164517, Institut national de la recherche scientifique (INRS).
- MARENT B., FORSTER R., & NOWAK P., 2012, "Theorizing participation in health promotion: A literature review", *Social Theory & Health*, 2, n°10, p. 188-207.
- MONTPLAISIR J., BELANGER G., RANGER, M., TRUCHON R., ANGRIGNON-GIROUARD O., LEGAULT G., SYMMONS A., & GILBERT C., 2023, *Au-delà d'être assis l'un à côté de l'autre : Guide pratique sur la gouvernance partagée*. Nos Communautés AVEC.
- OLIVIER-D'AVIGNON G., GAUDREAU L., BERNARD A., FRADET L., GELINEAU L., RAYMOND É. & DUPERE S., 2018, «Les midis-rap : lieu d'inspiration pour la recherche-action participative», *Recherches sociographiques*, 1-2, n°59, p.121-147. <https://doi.org/10.7202/1051428ar>
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ, 1978, *Déclaration d'Alma-Ata*. <https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/347880/WHO-EURO-1978-3938-43697-61473-fre.pdf?sequence=1>
- SALMON A., BROWNE A. J. & PEDERSON A., 2010, "Now we call it research: Participatory health research involving marginalized women who use drugs", *Nursing Inquiry*, 4, n°17, p. 336-345. <https://doi.org/10.1111/j.1440-1800.2010.00507.x>
- SANDERS J., & MUNFORD R., 2017, "Hidden in Plain View: Finding and Enhancing the Participation of Marginalized Young People in Research", *International Journal of Qualitative Methods*, 16, p. 1-12.
- TANDON R., 2002, "Knowledge as power" in R. TANDON, R. (Ed.), *Participatory Research: Revisiting The Roots*, Mosaic Books, p. 40-54.